

La rhétorique de la haine

HOUHAHAHA

A LA UNE...

Le 100 % dépassé en
2020 dans le Lot-et-
Garonne

ACTIVITE REGIONALE

Première thématique
du comité régional :
Transition Energétique

PROFESSIONS



Syndicalisation
chez DS SMITH
Rochechouart
FILPAC CGT



DOSSIER

La 2^{ème} conférence régionale est lancée !

Edito



L'HEURE EST À LA MOBILISATION !

Les élections présidentielles passées, Macron, l'ex-président des ultras riches, a été réélu Président de la République pour 5 ans.

Pour la 2ème fois, l'arrivée à la tête du pays du Président Macron, face au second tour des élections, à la représentante de l'Extrême droite, illustre la détresse du monde du travail.

L'allègement de la fiscalité des plus riches, dès le début du premier quinquennat de Macron, n'a certainement pas bénéficié ni à l'intérêt collectif ni aux plus modestes et a renforcé le creusement des inégalités.

Et, ses premières déclarations peuvent nous laisser penser qu'aucun changement de cap n'est à prévoir.

Nous nous trouvons ainsi dans un environnement où les salarié·e-s, les privés d'emploi et les retraité·e-s ont payé un lourd tribut : une réduction de nos services publics, le manque de moyens pour nos hôpitaux, la désindustrialisation, la transformation des emplois qui laissent sur le carreau des milliers de personnes sont le résultat de ces réformes successives libérales.

La politique de régression sociale, soutien au patronat, menée durant tous ces gouvernements précédents, porte aussi une lourde responsabilité de la montée de l'extrême droite.

Au comité régional, nous avons vu juste en ce début d'année 2022, de proposer et d'organiser par département une conférence gesticulée « La rhétorique de la Haine ». Toutes et tous ceux qui ont pu être présent·e-s, ont fortement apprécié ce type d'initiative. Par conséquent, nous devons poursuivre ce travail engagé afin de combattre toutes idées de haine et toutes formes de discriminations.

Notre responsabilité est donc grande en cette période car collectivement, salarié·e-s, citoyen·ne·s, nous devons réaffirmer notre exigence de paix entre les peuples du monde entier et de justice sociale.

Revendiquer et exiger des augmentations des salaires, le smic à 2000 €, les 32 heures,... est indispensable pour pouvoir vivre dignement et alimenter notre protection sociale.

Car, quoiqu'en disent, le président de la République, le patronat et tous ceux qui ont détruit notre Code du Travail, notre système de retraite actuel par répartition est viable.

Et, nous le savons bien à la CGT et nous devons nous y préparer dès maintenant ; il va falloir être à l'offensive. C'est avec cette ambition de faire entendre la voix des travailleur·euse·s que la CGT doit être en ordre de marche pour mettre en échec ce projet de réforme de retraite par points que l'on veut nous imposer.

Alors, agissons et prenons la route du collectif pour lutter pour un monde meilleur des jours heureux en Nouvelle-Aquitaine.

Samantha Dumousseau

Sommaire

Editorial.....p2

À la Une

Le 100 % dépassé en 2020 dans le Lot-et-Garonne.....p3

Activité régionale

Première thématique du comité régional : Transition énergétique.....p4-5

Territoires

Congrès de l'UD CGT de la Haute-Vienne.....p6

Professions

Syndicalisation chez DS SMITH Rochechouart Filpac CGT.....p11

Culture

La rhétorique de la haine.....p12
Contre les discours de haine et d'exclusion.....p13

Profession

Ingénieurs, cadres et techniciens... et la CGT ?.....p14-15

DOSSIER

La 2^{ème} conférence régionale est lancée !.....p7-10



Directrice de publication : Valérie Paulet

C.P.P.A.P : 1022 S 08512

Création : pom'C - 47350 LACHAPELLE

Imprimé par Rivet Presse Edition, Limoges



Le 100 % dépassé en 2020 dans le Lot-et-Garonne



En 2019, la commission exécutive, impulsée par le bureau de l'UD a dit « STOP ».

En effet, force était de constater que nous faisons des adhérent·e·s et que nous nous retrouvions en baisse de FNI depuis plusieurs années consécutives.

L'enjeu que s'est fixé la commission exécutive de l'union départementale du Lot-et-Garonne était d'avoir un état d'orga qui ne perde plus d'adhérent·e·s au regard des adhésions qui étaient faites sur une année. Nous avons donc pris l'année 2019 comme référence (il en fallait bien une) : 2141 FNI en 2019.

Un plan de travail a été validé avec un partage de contacts des syndicats par les membres de la CE de l'UD qui restaient actifs dans notre collectif de direction.

Le confinement a été porteur, pour mettre en œuvre ce plan de travail. Tous les syndicats ont été contactés pendant le confinement pour faire un point sur la situation dans leurs boîtes, mais également sur la Qualité de Vie Syndicale et leurs besoins.

« Une réunion téléphonique » en plusieurs groupes a également été organisée sur ces mêmes sujets.

Nous avons même pu apporter directement par téléphone des aides pour l'utilisation de Cogétise et permettre de régler des cotisations. Pour certains syndicats (et ils sont nombreux) ce n'était pas une volonté de ne pas faire, mais plutôt un manque de temps, de moyens, ou simplement ils ne savaient pas faire.

Ces contacts et l'investissement auprès des syndicats sont indispensables et les chiffres nous montrent que rien n'est gagné :

- ▶ 2141 FNI en 2019
- ▶ 2174 FNI en 2020
- ▶ 1799 FNI en 2021

Sans cesse remettre notre Qualité de Vie Syndicale au cœur de nos débats et interventions pour gagner et dépasser le 100 %, tout le temps, tous les ans et reconquérir un syndicat de masse pour créer les conditions du rapport des forces, tel est notre enjeu.

Corinne CHARRY
Secrétaire Générale UD CGT 47



PREMIÈRE THÉMATIQUE DU COMITÉ RÉGIONAL : TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



Débat politique et transition énergétique en Nouvelle-Aquitaine

Question 1 : La CGT s'est investie dans la consultation du débat public sur le projet Horizeo. Où en est le projet et quels enseignements en tires-tu ?

Julien RUIZ : Ce projet de centrale photovoltaïque, la plus grande d'Europe, pose de nombreux problèmes de fond. La CGT, dans ses 2 cahiers d'acteurs, pointe le modèle économique qui fait franchir un cap dans la dérégulation du secteur dans un moment d'explosion du prix de l'énergie. L'absence de stratégie industrielle est aussi évidente. En supprimant des milliers d'Ha de forêt cultivée, il accentue la tension sur la ressource bois et les filières existantes (papeteries, scieries, chimie verte). Enfin, ce projet entre en contradiction avec l'objectif de réduire l'artificialisation des sols et aura des impacts importants sur la biodiversité. Il existe aussi des risques (inondations, incendies) identifiés. Au bout du compte, la CGT indique que ce projet ne fait pas preuve de pertinence et d'efficacité.

Question 2 : Pour la CGT, quelles sont les leçons qu'on peut tirer de son implication dans ce débat public ?

JR : La CGT a vraiment impacté ce débat public. Cela a été reconnu par tous les acteurs, y compris les porteurs du projet à qui nous avons apporté une contradiction forte, argumentée. La CGT est citée 25 fois dans le rapport final et sa proposition de maîtrise publique énergétique est dans les scénarios alternatifs. Un travail commun, efficace, a associé le comité régional, l'UD 33 et les professions concernées : FNME (Fédération Nationale Mines Energie), Chimie, FILPAC (Fédération des travailleurs des industries de Livre, du Papier et de la Communication), les services publics, les camarades d'Orange, et les mandaté·e·s CGT au Ceser (Conseil Économique, Social et Environnemental Régional), à la CNDP (La Commission Nationale du Débat Public). Une des leçons que je tire c'est que quand nous réussissons à travailler ensemble dans la CGT, nous avons une force d'argumentation et d'impact

qui pèse dans le débat public. Ne sous-estimons pas cette force. Le second est que la CGT et son comité régional ont tout intérêt à prendre à bras le corps ces enjeux à dimension régionale comme la transition énergétique.

Question 3 : Sur les enjeux énergétiques quels prolongements pour la CGT ?

JR : La question énergétique, dans sa globalité, traverse tout le champ de l'activité syndicale : le prix de l'énergie, le service public, le mix énergétique, le climat, les stratégies industrielles, l'emploi, le travail. Il nous faut aussi l'appréhender en Nouvelle-Aquitaine où la consommation finale d'électricité est de 38 TW pour une production de 50 TW répartie en 76,2 % nucléaire, 7 % solaire, 4,8 % d'éolien, 7,2 % hydraulique, 3 % bioénergie. A l'évidence, notre proposition d'un mix énergétique décarboné est réaliste. De ce point de vue, la feuille de route du conseil régional 100 % renouvelable en 2050 (45 % en 2030) apparaît peu soutenable. Le développement des ENR doit être conduit et la future Programmation Pluriannuelle Énergétique pourrait accélérer la transition dans le sens du mix énergétique. Maîtriser la production énergétique et sa tarification est devenue un enjeu de premier plan. Sur nos territoires, les dangers des projets fondés sur la production/vente de gré à gré minent la logique de péréquation du système énergétique. Structuration des filières (solaire, éolien, nucléaire, hydrogène) créatrices d'emplois de qualité, investissement en recherche et développement réévalué, sont des enjeux d'avenir énergétique. Les politiques énergétiques sont des politiques du temps long. On prend en pleine figure aujourd'hui sur le prix de l'énergie, 20 ans de sous-investissements et de dérégulation. Nous nous inscrivons, à la CGT, dans un choix de société d'avenir pour préserver le climat et le droit à l'énergie pour tous.



Activité régionale

A PARTIR DU BESOIN DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, QUELLES SONT LES PROPOSITIONS FONDAMENTALES DE LA CGT ?

Depuis le néolithique, le développement humain s'est appuyé sur la possession d'énergie. L'énergie est nécessaire pour tous les secteurs de la vie, notamment pour l'industrie pour produire les biens et les services nécessaires afin de répondre aux besoins des populations. L'accès à l'énergie c'est la possibilité de se loger, se chauffer, se déplacer, se nourrir, se soigner, se cultiver... Pourtant, cet accès est loin d'être acquis dans le monde. Quant à la France, elle compte 13 millions de personnes en situation de pauvreté énergétique. L'énergie utilisée dans le monde est majoritairement émettrice de gaz à effet de serre car elle repose principalement sur le charbon, le pétrole et le gaz. Or, le réchauffement climatique rend impérative la transition énergétique qui consiste à remplacer des énergies carbonées par des énergies bas carbone, à consommer moins et mieux d'énergie grâce à l'efficacité énergétique, l'isolation des bâtiments et le développement des transports collectifs et du fret ferroviaire, décarboner l'industrie, produire de l'électricité bas carbone et pilotable pour permettre les nécessaires transferts d'usage et répondre aux besoins des populations.

Enfin, si le développement humain s'est appuyé sur l'énergie et en particulier sur la possession d'énergies fossiles, elles n'ont pas été signes de progrès social pour toutes et tous, n'ont pas amené la richesse aux peuples dont les sous-sols étaient riches de ces énergies mais ont plutôt été source de conflits et de guerre. Aujourd'hui, l'actualité nous rappelle cruellement les conséquences de la dépendance énergétique et la nécessité pour une Nation de maîtriser un secteur si stratégique pour son économie et la vie de ses habitants. Tout comme la crise du Covid nous a montré le besoin de réindustrialiser le pays et de reprendre la main sur les filières stratégiques.

Accélérer la transition énergétique, produire et consommer autrement, l'équation n'est pas simple à résoudre : longueur de la période de transition, importance des investissements, énormes coûts échoués, font partie des données du problème.

Il faudrait à l'échelle d'une génération réussir à sortir des énergies fossiles, ce qui implique des changements profonds sur notre manière de produire et de consommer.

Cela s'anticipe et se planifie, d'un point de vue économique, social et environnemental. C'est une question démocratique éminemment politique.

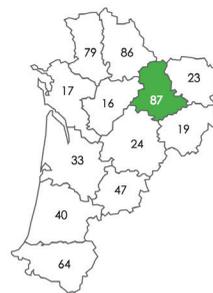
Nous avons l'habitude de dire que l'énergie c'est la vie, un bien de première nécessité qui ne doit pas être laissé aux mains du marché.

La CGT doit travailler à des propositions à court, moyen et long terme.

Sur le fond, notre proposition de réappropriation sociale du secteur énergétique avec un secteur 100 % public est le socle de toute politique énergétique élaborée dans le sens de l'intérêt général.

Un secteur énergétique organisé en filières industrielles, autour d'un mix bas carbone et pilotable, ce qui rend incontournable la production nucléaire pour compenser l'intermittence des ENR, avec des mesures pour faire en sorte que la production, en particulier d'électricité, profite à la relocalisation d'industries sur le territoire et un statut social de haut niveau pour tous les salarié-e-s du secteur.

Marie-Claire Cailletaud



CONGRÈS DE L'UD CGT HAUTE-VIENNE

C'est en moyenne 250 délégué-e-s, par jour sur ces 3 jours, qui ont participé aux travaux du 39^{ème} congrès des syndicats et sections syndicales de notre département, démontrant bien l'envie de nos syndicats et syndiqué-e-s à s'investir pleinement dans les discussions qui ont permis de fixer les orientations de notre CGT pour les trois années à venir en Haute-Vienne, en espérant que notre cycle démocratique ne soit pas perturbé par des situations ou crise complexe telle que la COVID.

Notre congrès s'est situé dans une conjoncture sanitaire, économique et sociale des plus critiques. Le syndicalisme, dont certains espéraient et espèrent toujours la disparition, revient en force dans le cadre des conflits sociaux de haut niveau qui ont marqué ces dernières années. Le syndicalisme ne peut pas tout, tout seul, mais rien ne peut se faire sans le syndicalisme, et notamment la CGT.

Les enjeux auxquels nous faisons face sont énormes et les chantiers à mettre en œuvre aussi : nécessité de déploiement de nos forces, amélioration de notre qualité de vie syndicale, important travail revendicatif, ancrage et convergence des luttes, rassemblement et unité pour gagner de réelles avancées sociales.

La CGT, syndicat de luttes, de propositions et de transformation sociale, a toujours su prendre sa place de leader et de se propulser dans les luttes pour le progrès social.

Les débats de notre Congrès se sont appuyés sur notre document d'orientation, qui est construit sur 3 thèmes importants et qui ont permis de faire émerger trois résolutions par thème.

A l'issue des débats les congressistes ont, à une grande majorité, élu 40 membres pour la future CE et 3 pour la CFC. Résolutions issues du 39^{ème} Congrès :

Thème 1 : 100 % assurantiel / 100 % Sécu. La conquête du 100 % Sécu doit devenir une priorité.

- Le Congrès s'engage à équiper/former nos militant-e-s pour porter la revendication du 100 % Sécu.
- Le Congrès s'engage à intensifier son programme de formation pour expliquer le salaire socialisé et la nécessité de mettre en place le Nouveau Statut du Travailleur Salarié.

- Le Congrès s'engage à relancer le collectif sécurité sociale, de l'Union Départementale CGT Haute-Vienne, pour produire des analyses à destination des syndicats permettant de gagner la bataille des idées du 100 % Sécu.

Thème 2 : Le syndicat, base de toute la CGT. Le travail a changé, le rapport au travail aussi.

- Le Congrès, fort de tous ses syndicats, s'engage à renforcer son travail en direction de la syndicalisation des femmes ainsi que les jeunes rentrant dans la vie active.
- Le Congrès s'engage à accentuer le recours à tous les moyens de communication à sa disposition (tracts, réseaux sociaux...) pour accroître le travail militant sur le terrain, pour gagner la bataille des idées permettant le renforcement de la CGT.
- Le Congrès s'engage à faire vivre les statuts de la CGT, les règles de vie et la charte des élu-e-s et mandaté-e-s pour améliorer notre QVS dans tous les syndicats et structures rattachés à l'UD.

Thème 3 : La CGT au service des salarié-e-s.

- Le Congrès s'engage à faire vivre les collectifs Femme/Mixité et le Comité Départemental UGICT 87 pour correspondre aux attentes et à l'évolution du salariat.
- Le Congrès s'engage à améliorer la communication entre les bases et les structures de l'UD.
- Le Congrès s'engage à sensibiliser nos militant-e-s, les salarié-e-s lors des formations ou journées d'étude, sur la protection des LGBTQQIAAP +.

Résultat du vote : Résolutions issues du Congrès votées à l'unanimité du 39^{ème} Congrès moins 1 abstention.

Arnaud Raffier

L'INDUSTRIE

en NOUVELLE-AQUITAINE

... des propositions CGT

Charente

... La CGT propose ...

1
Un projet de reconquête de l'industrie verrière en Charente

Un chiffre d'affaire de 2,5 Mds€ en 2019, en hausse de 9 %, une marge brute de 23,8% en 2019. Le 10 juin 2020, l'entreprise distribue 100 M€ de dividendes... et annonce 2 jours plus tard un plan de « 130 postes en France avec l'argument « d'accélérer la réduction des coûts ».

L'entreprise a les moyens d'engager 20 à 25 M€ dans la reconstruction d'un four avec changement des machines associées : ce choix d'investissement est possible et revendiqué par la CGT. Celui-ci ferait de fait l'outil industriel en Nouvelle-Aquitaine et maintiendrait le niveau de compétitivité des verriers.

Dans l'urgence du moment, la CGT se bat pour la sauvegarde des emplois mais face à cette restructuration, la CGT propose une reconquête industrielle de long terme :

2
Innovier en proposant de nouvelles solutions pour se diversifier.

3
Monter en gamme avec le lancement de bouteilles à plus forte valeur ajoutée.

4
Reconquérir des marchés abandonnés pour augmenter les volumes.

5
Accompagner les marchés d'avenir : le rosé, le cognac, les effervescents.

Se positionner sur le bio : grâce au verre, accompagner cette tendance sociale.

Pyrénées-Atlantiques

... ose ...

MORTHEZ

Un chantier de REDENAT.

Un service d'énergie par une solution de production qui est située à Morthez (Corse) en service depuis dans le cadre d'un moyen stockage et en volage en

Un bassin de stockage, distribution, emplois, compétences, La formation, compétences de l'Union de la Région de Lacq-Orthez au démarrage de la région.

peut déboucher sur une complémentarité à l'écologie notamment avec le stockage et l'industrialisation

350 ans après la reconstruction de Morthez, l'usine de Morthez est devenue une usine de pointe avec des machines de pointe.

renseignements, contactez le départementale CGT Pyrénées-Atlantiques ou l'Union des industries de la CGT.

Corrèze

Un chantier de REDENAT.

Un service d'énergie par une solution de production qui est située à Morthez (Corse) en service depuis dans le cadre d'un moyen stockage et en volage en

Un bassin de stockage, distribution, emplois, compétences, La formation, compétences de l'Union de la Région de Lacq-Orthez au démarrage de la région.

peut déboucher sur une complémentarité à l'écologie notamment avec le stockage et l'industrialisation

350 ans après la reconstruction de Morthez, l'usine de Morthez est devenue une usine de pointe avec des machines de pointe.

renseignements, contactez le départementale CGT Pyrénées-Atlantiques ou l'Union des industries de la CGT.

politiques publiques régionales qui impactent directement les services publics, les transports, la formation professionnelle...

Alors c'est parti ! Préparons cette conférence collectivement, massivement.

Nous aurons l'occasion au travers de notre journal régional de vous faire un point régulier sur la construction et l'impulsion collective de cette conférence.

Vous recevrez courant du mois de mai un journal retraçant l'activité régionale de ces trois dernières années, les perspectives ainsi que l'histoire de la création des comités régionaux dans notre organisation.

En route pour la deuxième conférence régionale en Nouvelle-Aquitaine !

Valérie Paulet

SAVE THE DATE

Agenda

3 & 4 MAI

RENCONTRE REFERENT·E·S AGEFIPH

10 MAI

RÉUNION DU COLLECTIF FORMATION
PROFESSIONNELLE

21 & 22 JUIN

RÉUNION DU COMITÉ RÉGIONAL

Formation Syndicale Régionale

13 AU 17 JUIN 2022

FORMATION DE FORMATEUR·RICE·S
BRIVE

23-24 MAI 2022

INITIATION AU DROIT DU TRAVAIL
BORDEAUX



SYNDICALISATION CHEZ DS SMITH ROCHECHOUART FILPAC CGT

Depuis plusieurs années, notre syndicat connaît une érosion de syndiqué-e-s faible mais constante.

Cette érosion, est principalement due aux départs en retraite, mais aussi par un manque de démarche sur le terrain afin de rechercher de nouveaux adhérent-e-s. C'est-à-dire, le travail de revendications se réalise, tout comme le travail d'informations, mais nous ne demandions pas réellement aux collègues s'ils-elles désiraient franchir le pas.

Alors, après plusieurs Conseil Syndical, nous avons décidé d'agir afin d'inverser cette tendance. Le travail a commencé en plusieurs étapes :

- En début d'année 2018, distribution aux pointeuses et à la sortie des administratifs de tracts ayant pour thèmes la nécessité de se syndiquer dans l'entreprise, mais aussi la syndicalisation autour de l'entreprise et notre vie privée. Des explications ont été données sur les différents acquis que nous avons sur Rochechouart qui ne sont pas arrivés par un claquement de doigt ou la bonté du patron.
- Puis en même temps, il a été décidé de faire des comptes rendus rapides uniquement aux syndiqué-e-s des différentes réunions DP, CE, CHSCT, négociations, réunions centrales etc. Le compte rendu doit être reçu par mail sous forme de tract, et surtout en même temps afin que chacun ait le même son de cloche.

Là, nous avons été surpris car les syndiqué-e-s ont échangé avec les non syndiqué-e-s en expliquant que les informations provenaient des élu-e-s CGT et qu'il s'agissait donc d'informations sûres, puisqu'elles émanaient de nous.

- A ce moment, nous avons décidé de nous déplacer dans les ateliers afin d'échanger, de discuter des aspirations, des besoins, des conditions de travail et d'établir de nouvelles revendications rapides lors des questions de dernière minute en réunion.

Le travail a été réalisé essentiellement et majoritairement par un élu camarade qui a le parler facile, une tchatche impressionnante et surtout apprécié de tous.

Les efforts ont commencé à payer, les nouveaux syndiqué-e-s, d'abord des jeunes, ont franchi le pas.

Puis, avec les élections et le passage en CSE, nous avons été obligés de monter les listes et de trouver des camarades mais avec un « e », pour la proportionnalité femme/homme.

Fin 2019, début 2020, il a été réalisé 10 nouveaux syndiqué-e-s, du jamais vu pour nous. Puis 2020 et le COVID-19, baisse de travail, chômage partiel sur le site. Mais, pendant cette période de mars à juin, nous avons été encore plus présent-e-s sur le terrain, les collègues voulaient avoir des infos sur la situation et nous avons, il nous semble, encore plus travaillé qu'en pleine activité, en poussant notre direction à réaliser des réunions quotidiennes en mars puis hebdomadaires jusqu'en juin.

De juin 2020 à début 2021, c'est encore 8 nouveaux syndiqué-e-s et nous attendons des réponses quasi positives d'autres futur-e-s camarades.

Bien sûr, tout n'est pas rose et pas facile, mais force est de constater que le travail sur le terrain, l'échange verbal est le meilleur pour aller de l'avant.

Bien sûr, nous avons de nombreux départs en retraite de syndiqué-e-s et qui vont s'amplifier pour les 3 années à venir. Des futur-e-s retraité-e-s qui sont syndiqué-e-s actif-ive-s restent syndiqué-e-s à un tiers dans la section retraitée que nous avons au sein de notre syndicat, c'est cela aussi la continuité syndicale.

Aujourd'hui, nous avons décidé de continuer notre travail et même de l'élargir dans les bureaux administratifs où nous sommes quasi absents. Donc, le travail nous attend !

A ce jour, nous sommes 280 salarié-e-s et 40 syndiqué-e-s actif-ive-s et la section retraitée 15 syndiqué-e-s.

LA RHÉTORIQUE DE LA HAINE



Bon Rencontre (47)

... où lorsque histoire et création artistique éclairent le présent.

Le comité régional CGT Nouvelle-Aquitaine, en partenariat avec l'Institut d'Histoire Sociale CGT d'Aquitaine ainsi que l'Institut d'Histoire Sociale CGT du Limousin, ont organisé une série de représentations de la conférence théâtralisée de Gérard Noiriel et Martine Derrier.

Depuis les années 2010, le comité régional CGT, anciennement Aquitaine, avait engagé un travail avec Gérard Noiriel et Martine Derrier.

Le 22 mars 2022, dans le cadre de l'assemblée générale de l'IHS33, une rencontre était organisée durant l'après-midi. Une quarantaine de militant-e-s participaient à cette initiative. Gérard et Martine ont répondu aux questions posées sur le rôle des chercheur-euse-s et historien-ne-s ; sur le pourquoi de l'écriture du livre « Le venin dans la plume » ; sur l'intérêt du travail d'éducation populaire réalisé par l'association DAJA dirigée par Martine, qui rassemble chercheur-euse-s, militant-e-s et artistes afin de toucher un public le plus large possible pour transmettre des éléments de connaissance permettant de se forger sa propre idée.

Ce fut un après-midi riche auquel participait Pascal Debay, animateur du collectif confédéral de lutte contre les idées d'extrême droite. L'Union Départementale CGT de la Gironde avait effectivement articulé cette initiative avec une journée d'étude sur ce thème prévue le lendemain. La représentation s'est déroulée dans les locaux de l'IUT Montaigne à Bordeaux. Environ 80 personnes ont participé à cette rencontre avec un public très large, des étudiant-e-s, des personnes dépassant le cercle des militant-e-s syndicaux-ales. Les débats d'ailleurs n'eurent pas la même teneur que dans les autres initiatives qui virent une participation très majoritairement militante.

Le lendemain, c'est à Mimizan (Landes) que se déroula la représentation, au magnifique théâtre du Parnasse, devant 80 personnes. La soirée avait été parfaitement organisée par les camarades de l'Union locale de Mimizan et de l'Union Départementale venus en force assister et participer à la soirée. Les débats furent d'une autre teneur que la veille, tournés davantage sur les questions historiques posées dans le livre, qui

est la base de la conférence, à savoir le parallèle entre la montée de l'extrême droite, de l'antisémitisme au travers de Drumont (1844-1917) et la rhétorique portée aujourd'hui par Eric Zemmour concernant l'islamophobie et le racisme. Des interrogations sur comment combattre ces idées, étaient également abordées.

Après une soirée fraternelle à l'Union Locale autour d'un « axoa » et de gâteaux basques confectionnés par les camarades, nous décollions le lendemain pour la dernière représentation à Bon Rencontre dans le Lot-et-Garonne.

Les camarades de l'UD étaient venu-e-s nombreux-euses pour assurer le bon déroulement de cette soirée et, là aussi, c'est environ 80 personnes qui assistaient à la soirée. De nombreuses questions fusaient durant le débat, pointant des inquiétudes sur cette banalisation des idées d'extrême droite dans notre pays, qui s'est confirmée lors des élections présidentielles.

Comment combattre ces idées ? Quels outils ? La connaissance de notre histoire fait partie des outils mis à disposition et nous avons aussi le travail réalisé par le collectif confédéral qui est un point d'appui important. Combattre ces idées nauséabondes ne peut se poser uniquement au moment des élections mais doit traverser de façon pérenne l'activité syndicale, dans les entreprises auprès de nos camarades et de nos collègues.

Bien entendu, dans le débat venait l'idée que la meilleure façon de combattre l'extrême droite était bien de mener des luttes pour améliorer les conditions de vie et de travail, combattre les discriminations, les inégalités, bref de mener le combat syndical offensif.

En tout état de cause, cette initiative a été accueillie d'une façon très positive, mettant en évidence que l'on pouvait aborder ces sujets, et bien d'autres encore, au travers de la création artistique, avec des chercheur-euse-s et des syndicalistes... un combat mené depuis de nombreuses années dans le cadre d'Uzeste...

Alain Delmas

CONTRE LES DISCOURS DE HAINE ET D'EXCLUSION



Un enjeu de classe de tout temps au coeur des luttes de la CGT pour laquelle solidarité à valeur universelle.

Face à la progression continue de l'extrême droite dans un climat social délétère, sur fond d'inégalités sociales, de crainte de l'avenir, de perspectives politiques illisibles, de confusion des esprits sur les douloureuses questions de l'immigration et du passé colonial comme sur la laïcité, la protection sociale, notre IHS se devait d'être offensif.

Dans la lignée des initiatives prises en 2019 avec des associations amies sur le thème de la Mémoire, de la solidarité « nos ancêtres les migrants », « migrants d'hier et d'aujourd'hui en Limousin », nous avons construit l'initiative de la conférence théâtralisée « la rhétorique de la haine » conçue par le collectif DAJA de Gérard Noiriel et Martine Derrier.

Echanges avec l'IHS Aquitaine et pratiques de travail en Limousin de l'IHS Limousin avec des associations partenaires partageant nos valeurs se sont conjugués pour construire deux événements en Limousin.

A Chanteix (Corrèze), notre IHS est à l'initiative avec le support de l'UD19, de l'UL de Brive et la contribution cheminote.

Il a proposé un élargissement à des associations amies « Ligue des Droits de l'Homme 19 », « Mouvement de la Paix 19 » et, plus particulièrement « Peuple et culture 19 » qui par son apport dynamique a contribué à la réussite de l'initiative.

Un grand merci à la Municipalité de Chanteix pour son accueil...

Au final, près de 150 personnes de tous horizons, de toutes générations se sont retrouvées dans ce haut lieu corrézien d'éducation populaire.

A Limoges, l'initiative est une co-construction IHS/ Libre Pensée 87/MRAP avec une représentation en direction des scolaires à 14h et une représentation tout public à 18h salle Simone Veil.

Le réseau du MRAP a permis à quatre classes de lycées, 1ères et terminales de lycées général et technologique, de participer à la conférence.

Un public jeune, plus de 100 participant-e-s-attentif-ive-s, actif-ive-s avec un débat plein d'enseignement sur les exigences de la jeunesse, sa lucidité face aux dangers de l'extrême droite.

A 18h, près de 200 personnes se sont retrouvées (nous avons dû refuser des entrées pour raison de sécurité).

Côté presse : « Le Populaire » et « La Montagne » ont relayé la conférence de presse, « France Bleue Limoges » et « FR3 Limousin » ont sollicité l'IHS Limousin pour présenter les enjeux des initiatives à Chanteix et Limoges, un direct a été réalisé par FR3.

Ce succès des initiatives larges, construites avec des associations amies et partenaires partageant dans la diversité nos valeurs nous impose de réfléchir à leur prolongement et surtout de travailler à leur ancrage dans nos luttes solidaires avec toujours une exigence : leur prise en compte par nos organisations pour une adresse au plus près des salarié-e-s qui sont les actrices et acteurs sociaux les plus directement concerné-e-s.

Michèle Baracat



Brive



INGÉNIEURS, CADRES ET TECHNICIENS... ET LA CGT ???



Plus personne ne peut le dévoyer, une majorité des salarié-e-s de la région Nouvelle-Aquitaine sont catégorisé-e-s dans les deuxième et troisième collèges. Leurs questions, revendications, besoins sur leur travail, l'organisation de celui-ci et le sens qu'ils-elles voudraient y trouver devraient, de fait, prendre corps dans nos réflexions et activités syndicales.

Il y a toujours de l'écart entre « être le syndicat de tous et toutes » et les actes concrets qui transforment et portent cette volonté !

La CGT a choisi depuis longtemps dans son fonctionnement et son histoire de mieux organiser et finalement structurer notre activité syndicale par et pour ces catégories du salariat. Permettre ainsi qu'elles et ils trouvent et occupent leur place, pleine et entière, dans un syndicalisme de réponse aux besoins immédiats et de transformation sociale.

Ceci étant dit, les syndicats connaissent les difficultés de construction de notre activité spécifique. Ces salarié-e-s restent plongé-e-s dans une surintensité de travail, dans la gestion des injonctions contradictoires, dans un management de moins en moins réellement participatif, dans le portage de valeurs qui n'en sont pas et dans une surinformation permanente... Celles et ceux qui ont choisi de se syndiquer souhaitent pouvoir s'exprimer, être partie prenante des décisions de leur syndicat et se nourrir des réflexions collectives avec leur UGICT-CGT (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens). Ceux-celles d'entre eux-elles qui veulent militer, restent trop souvent isolé-e-s, faute d'activité en proximité et de collectif suffisant pour travailler ensemble.

Pour toutes et tous, elles-ils vivent un temps restreint de disponibilité concrète pour l'activité syndicale.

Bien d'autres choses pourraient être dites sur ce constat mais, au vu de la place qu'occupent les Ingénieurs, Cadres et Techniciens (ICT) dans les processus de travail et de création de richesses, il devient primordial de mettre en chantier, avec nos syndiqué-e-s, nos militant-e-s, des actions concrètes, efficaces et pérennes.

Que peut faire un comité régional dans ce presque désert syndical ??? Rien nous direz-vous car les ICT goûtent peu le syndicalisme, à fortiori le nôtre !!! Eh bien, détrompons-nous et tordons le cou à quelques idées reçues qui ont la vie dure...

En France, mais également dans plusieurs pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), les taux de syndicalisation des salarié-e-s ingénieurs, cadres, enseignants chercheurs est parmi les plus importants dans l'ensemble du salariat. Au moment des élections professionnelles, les taux de participation sont les plus importants des trois collèges.

La question n'est donc pas celle de la volonté de participer à une activité syndicale à part entière, mais plutôt de quelle activité syndicale parlons-nous ??? Sans vouloir vexer quiconque, il semble que la CGT a répondu à cette question depuis maint et maint congrès : Ce sont les salarié-e-s eux-mêmes, en fonction de leur travail, qui organisent leur syndicat !!! Partant de cela et du constat d'appétence des ICT pour



le fait syndical, un comité régional, constitué des Unions Départementales de syndicats et de Fédérations en territoire est à même de pouvoir débattre, connaître, développer cette activité spécifique.

La CGT, au travers de l'Ugict-Cgt a tenu son Congrès du 23 au 26 novembre 2021 à Rennes. Sur la région, ce sont 22 mandats délégué-e-s consultatifs (en plus des délégué-e-s délibératifs des Fédérations) qui auraient pu participer aux débats du Congrès... Quel potentiel revendicatif en retirerons-nous sur les départements, sur la région ? Hélas, au plus une dizaine seulement de ces mandats ont été pourvus... Pour autant, les délégations fédérales étaient quasi complètes.

Alors, nous pouvons imaginer et construire à partir de cette réalité !

- ▶ Peut-on imaginer de réunir les participant-e-s à la suite du Congrès pour échanger avec les unions départementales ?
- ▶ Peut-on construire un réseau de ces camarades ?
- ▶ Peut-on imaginer une activité plus soutenue sur les enjeux revendicatifs relevés par les congressistes ?

- ▶ Quels travaux doit-on engager pour répondre aux besoins de vie syndicale réels ?
- ▶ Quel travail de déploiement et revendicatif de la métropole Bordelaise et des territoires extérieurs ?

Déjà, des unions départementales tentent de restructurer des Commissions départementales, des journées de rencontres ou Thématiques voient le jour. Quelques syndicats, ou l'activité spécifique existe, retravaille leur fonctionnement et leur déploiement. Notre comité régional pourrait être à l'initiative sur cette question de vie syndicale. Participation sur les initiatives nationales (rencontre d'options, par exemple), débats thématiques, formation sur les enjeux des 2^{èmes} et 3^{èmes} collèges, plan d'action régional... TOUT EST POSSIBLE...

Eric Valade



<https://ugictcgt.fr>
ugict@cgt.fr
tel. 01 55 82 83 40



Militants, adhérents, ensemble soyons solidaires

Depuis plus
de 30 ans,
la Macif protège
l'activité
syndicale

partenariat@macif.fr



MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.